



Informations de base	
2000/0094(CNS) CNS - Procédure de consultation Règlement	Procédure terminée
Accord de pêche CE/Maurice: protocole pour la période du 3 décembre 1999 au 2 décembre 2002 Subject 3.15.15.03 Accords de pêche avec les pays de l'Océan indien Zone géographique Maurice	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	PECH Pêche		VARELA SUANZES-CARPEGNA Daniel (PPE-DE)	23/03/2000
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	BUDG Budgets		DÜHRKOP DÜHRKOP Bárbara (PSE)	23/05/2000
	DEVE Développement et coopération		MIRANDA Joaquim (GUE/NGL)	27/01/2000
	Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
Agriculture et pêche		2332	2001-02-26	
Santé		2281	2000-06-29	
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Affaires maritimes et pêche			

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé

18/04/2000	Publication de la proposition législative	COM(2000)0229 	Résumé
13/06/2000	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
26/06/2000	Vote en commission		Résumé
26/06/2000	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A5-0188/2000	
05/09/2000	Débat en plénière		
06/09/2000	Décision du Parlement	T5-0361/2000	Résumé
26/02/2001	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
26/02/2001	Fin de la procédure au Parlement		
06/03/2001	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2000/0094(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Accord international
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 037 Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p2/3-a1
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	PECH/5/12797

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A5-0188/2000 JO C 135 07.05.2001, p. 0010	26/06/2000	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0361/2000 JO C 135 07.05.2001, p. 0080-0173	06/09/2000	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	COM(2000)0229  JO C 311 31.10.2000, p. 0160 E	18/04/2000	Résumé	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date

Commission européenne	EUR-Lex	
-----------------------	---------	--

Acte final	
Règlement 2001/0444 JO L 064 06.03.2001, p. 0001	Résumé

Accord de pêche CE/Maurice: protocole pour la période du 3 décembre 1999 au 2 décembre 2002

2000/0094(CNS) - 06/09/2000 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Daniel VARELA SUANZES-CARPEGNA (PPE-DE, E), le Parlement européen approuve la conclusion du nouveau protocole de pêche entre la Communauté et l'île Maurice en demandant toutefois que pendant la période de mise en oeuvre du protocole et avant son renouvellement, la Commission présente au Parlement un rapport général d'évaluation incluant une analyse coût-efficacité. Sur base de ce rapport et de l'avis du Parlement sur ce dernier, le Conseil donnerait mandat à la Commission pour entamer de nouvelles négociations en vue de l'adoption d'un nouveau protocole de pêche.

Accord de pêche CE/Maurice: protocole pour la période du 3 décembre 1999 au 2 décembre 2002

2000/0094(CNS) - 26/02/2001 - Acte final

OBJECTIF : approuver un nouveau protocole de pêche entre la Communauté et l'île Maurice fixant les conditions techniques et financières des activités de pêche des navires de la Communauté dans les eaux de l'île Maurice pour la période allant du 03.12.1999 au 02.12.2002. **MESURE DE LA COMMUNAUTÉ** : Règlement 444/2001/CE du Conseil relatif à la conclusion du protocole définissant, pour la période allant du 3 décembre 1999 au 2 décembre 2002, les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord CE/Maurice. **CONTENU** : Le protocole prévoit l'octroi de licences de pêche pour 43 thoniers senneurs, 40 palangriers de surface et pour un équivalent de 25 TJB/mois sur une base annuelle de bateaux pêchant à la ligne. En contrepartie, ce pays se verra octroyer une compensation financière de 206.250 d'euros par an couvrant un poids de captures de 5.500 tonnes par an. Si les captures effectuées dépassent ce quota, la Communauté augmentera sa compensation financière en proportion. Outre la compensation financière annuelle, la Communauté participera également au financement d'actions diverses dans le domaine de la pêche pour un montant total de 618.750 euros pour l'ensemble de la période considérée (il s'agit de programmes scientifiques et techniques mauriciens dans le domaine de la pêche et de bourses d'études et de formation). Le protocole comporte également une annexe fixant les conditions de l'exercice de la pêche par les navires communautaires (en particulier formalités relatives à la délivrance des licences de pêche, déclaration de captures, embarquement d'observateurs et zones de pêche). Le règlement fixe enfin une clé de répartition des possibilités de pêche en vertu des licences prévues au protocole. Celle-ci est répartie entre les 5 États membres suivants : Espagne, France, Italie, Royaume-Uni et Portugal (les navires pêchant à la ligne étant réservés à la France). Si les demandes de licences de ces États n'épuisent pas les possibilités de pêche prévues, la Commission prendra en considération les demandes de licence de tout autre État membre. **ENTRÉE EN VIGUEUR** : le règlement entre en vigueur le 9 mars 2001. Le protocole entre en vigueur lorsque les parties se seront respectivement notifiées l'ensemble des procédures nécessaires à cet effet.

Accord de pêche CE/Maurice: protocole pour la période du 3 décembre 1999 au 2 décembre 2002

2000/0094(CNS) - 18/04/2000 - Document de base législatif

OBJECTIF : approuver un nouveau protocole de pêche entre la Communauté et l'île Maurice fixant les conditions techniques et financières des activités de pêche des navires de la Communauté dans les eaux de l'île Maurice pour la période allant du 03.12.1999 au 02.12.2002. **CONTENU** : Le protocole, paraphé par les parties le 03.12.1999, prévoit l'octroi de licences de pêche pour 43 thoniers senneurs, 40 palangriers de surface et pour un équivalent de 25 TJB/mois sur une base annuelle de bateaux pêchant à la ligne. En contrepartie, ce pays se verra octroyer une compensation financière de 206.250 d'euros par an couvrant un poids de captures de 5.500 tonnes par an. Si les captures effectuées dépassent ce quota, la Communauté augmentera sa compensation financière en proportion. Outre la compensation financière annuelle, la Communauté devra également participer au financement d'actions diverses dans le domaine de la pêche pour un montant total de 618.750 euros pour l'ensemble de la période considérée (il s'agit de programmes scientifiques et techniques mauriciens dans le domaine de la pêche et de bourses d'études et de formation). Le protocole comporte également une annexe fixant les conditions de l'exercice de la pêche par les navires communautaires (en particulier formalités relatives à la délivrance des licences de pêche, déclaration de captures, embarquement d'observateurs et zones de pêche). La proposition fixe enfin

une clé de répartition des possibilités de pêche en vertu des licences prévues au protocole. Celle-ci est répartie entre les 5 États membres suivants : Espagne, France, Italie, Royaume-Uni et Portugal (les navires pêchant à la ligne étant réservés à la France). Si les demandes de licences de ces États n'épuisent pas les possibilités de pêche prévues, la Commission pourra prendre en considération les demandes de licence de tout autre État membre.